«L'Express: "La perte du triple A, un électrochoc nécessaire"»

16/01/2012

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le sénateur Jean Arthuis, ici en janvier2011:"Cette perte du triple A, c'est peut-être ce qu'il fallait pour créer un électrochoc".

*Propos recueillis par Thomas Bronnec, publié le 13/01/2012 à 20:39, mis à jour à 21:10-**afp.com/Miguel Medina - Standard & Poor's a dégradé ce vendredi la note de la France. La réaction de Jean Arthuis, président de l'Alliance centriste et soutien de François Bayrou dans la course à l'Elysée.***

La France a perdu son triple A, plus tôt que prévu. Vous êtes surpris?

Tout le monde s'y attendait. Les marchés avaient déjà anticipé cette dégradation. Quand nous empruntons à dix ans, le taux d'intérêt qui nous est demandé est de 1,3 à 1,4 point plus important que celui demandé à l'Allemagne. Et puis, les difficultés à mettre en oeuvre le plan de restructuration de Dexia n'ont pas dû arranger les choses. Cette perte du triple A, c'est peut-être ce qu'il fallait pour créer un électrochoc.

Quel genre d'électrochoc?

Une prise de conscience collective sur la nécessité d'arrêter l'illusionnisme politique et les propositions démagogiques. Quand François Hollande parle d'embaucher 60.000 fonctionnaires dans l'Education, quand il évoque le retour à la retraite à 60 ans, ce n'est pas sérieux. Nous avons développé pendant des années une addiction à la dépense publique, nous avons fait de la France un pays de la consommation et du loisir où, dans la périphérie des villes, les solderies et les centres commerciaux ont remplacé les usines... La gauche comme la droite sont responsables de cette situation. Il faut l'inverser.

Quelle marge de manoeuvre reste-t-il aux politiques pour cela?

La marge de manoeuvre est faible. Ce sont les créanciers qui guident notre conduite. La réforme des retraites ne figurait pas dans le programme de Nicolas Sarkozy, mais il l'a faite quand même, pour rassurer les créanciers. Au contraire, il a abandonné celle de la dépendance, car il ne pouvait pas la financer.

Les politiques ont donc perdu la main?

Il faut un consensus pour définir les modalités de la baisse des dépenses et de la hausse des impôts, deux élément indispensables du redressement de nos finances publiques. Et il faut entamer des réformes structurelles pour retrouver notre compétitivité: mettre fin aux rigidités du droit du travail, et instaurer une réelle TVA sociale qui diminue le coût du travail. Le rassemblement, c'est la seule solution aujourd'hui. Quand on est uni, on est plus fort. C'est le message que je porte aux côtés de François Bayrou. Et pour le moment, nous ne sommes pas vraiment désavantagés dans cette campagne...